

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 49.808/2
DU 6 JUILLET 2011

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances, le 7 juin 2011, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un avant-projet de loi « transposant la directive 2009/44/CE du Parlement européen et du Conseil du 6 mai 2009 modifiant la directive 98/26/CE concernant le caractère définitif du règlement dans les systèmes de paiement et de règlement des opérations sur titres et la directive 2002/47/CE concernant les contrats de garantie financière, en ce qui concerne les systèmes liés et les créances privées », a donné l'avis suivant :

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, le Conseil d'État attire l'attention sur le fait qu'en raison de la démission du Gouvernement, la compétence de celui-ci se trouve limitée à l'expédition des affaires courantes. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si l'avant-projet relève bien de la compétence ainsi limitée, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Gouvernement peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité de déposer un projet de loi devant le Parlement.

*
* * *

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations ci-après.

Portée de l'avant-projet de loi à l'examen

L'avant-projet de loi soumis pour avis a principalement pour objet de transposer en droit belge la directive 2009/44/CE du Parlement européen et du Conseil du 6 mai 2009 modifiant la directive 98/26/CE concernant le caractère définitif du règlement dans les systèmes de paiement et de règlement des opérations sur titres (ci-après la directive 98/26/CE) et la directive 2002/47/CE concernant les contrats de garantie financière, en ce qui concerne les systèmes liés et les créances privées (ci-après la directive 2009/44/CE) ¹.

¹ Ainsi qu'il ressort de l'avis de l'Inspecteur des Finances et de l'avis de la Banque centrale européenne joints à la demande d'avis, l'avant-projet comportait à l'origine trois volets

- transposition de la directive 2009/44/CE du Parlement européen et du Conseil du 6 mai 2009 modifiant la directive 98/26/CE concernant le caractère définitif du règlement dans les systèmes de paiement et de règlement des opérations sur titres et la directive 2002/47/CE concernant les contrats de garantie financière, en ce qui concerne les systèmes liés et les créances privées ;
- modification des règles de réalisation des sûretés financières et d'opposabilité des conventions de netting en cas de demande ou d'ouverture d'une procédure de réorganisation judiciaire ;
- modification des articles 14 et 15 de la loi du 15 décembre 2004 relative aux sûretés financières pour tenir compte de l'arrêt de la Cour constitutionnelle n° 167/2008 du 27 novembre 2008.

Comme l'a confirmé le délégué du ministre, l'avant-projet soumis pour avis ne porte que sur le premier de ces trois volets.

L'avant-projet se divise en deux chapitres comportant des dispositions modificatrices : l'un, modifiant la loi du 28 avril 1999 visant à transposer la directive 98/26/CE du 19 mai 1998 concernant le caractère définitif du règlement dans les systèmes de paiement et de règlement des opérations sur titres (ci-après la loi du 28 avril 1999) et, l'autre, modifiant la loi du 15 décembre 2004 relative aux sûretés financières (ci-après la loi du 15 décembre 2004).

Observations générales

1. Le commentaire de certains articles mentionne quelles sont, parmi les dispositions de l'avant-projet de loi, celles qui tendent à transposer la directive 2009/44/CE et quelles sont les dispositions de ces directives qui sont transposées par les dispositions de l'avant projet de loi.

Il convient en plus d'annexer au projet de loi soumis aux Chambres législatives, deux tableaux de correspondance :

- le premier mentionnant, au regard des différentes dispositions de la directive précitée ²
 - 1°) les dispositions en projet qui en assurent la transposition ;
 - 2°) les dispositions de droit interne éventuelles, telles qu'elles sont aujourd'hui en vigueur ;
 - 3°) celles des dispositions de la directive qui seront ultérieurement transposées par la voie réglementaire en vertu d'une habilitation conférée par l'avant projet de loi ³, ou par une disposition législative existante ;
 - 4°) les dispositions facultatives de la directive qui ont ou n'ont pas fait l'objet d'une transposition en droit interne;
- le second donnant la correspondance entre les dispositions de l'avant projet de loi et celles de la directive.

De tels tableaux de correspondance sont en effet indispensables afin que les Chambres législatives puissent se prononcer en connaissance de cause sur le choix des moyens que le Gouvernement leur propose de mettre en œuvre et afin d'éviter que l'exercice du droit d'amendement prévu par l'article 76 de la Constitution excède les limites du pouvoir d'appréciation que le droit européen reconnaît aux États membres.

² Mais également celles de la directive 98/26/CE lorsque l'auteur de l'avant-projet décide de les mettre en œuvre : voir l'observation 5 formulée sous l'article 3 de l'avant-projet.

³ Voir par exemple l'habilitation à la Banque nationale de Belgique donnée par l'article 1/1, 2°, alinéa 2 en projet (article 3 de l'avant-projet).

Seul le premier de ces deux tableaux, mais relativement imprécis voire erroné sur certains points, a été communiqué à la section de législation du Conseil d'État à la demande de l'auditeur-rapporteur.

Il aurait toutefois été souhaitable que les tableaux aient été élaborés et communiqués à la section de législation du Conseil d'État dans le dossier annexé à la lettre de saisine ⁴.

2. Le contenu du tableau transmis à la section de législation sera judicieusement complété d'une mention indicative des raisons pour lesquelles certaines dispositions de la directive 2009/44/CE n'ont pas à être transposées en droit interne ; ainsi, la mention « sans objet » figurant en regard de l'article 1^{er}, 1), 2) et 3), du tableau sera complétée par la formule « considérant ajouté ou omis de la directive modifiée ». C'est en effet parce que ces dispositions de la directive 2009/44/CE introduisent de nouveaux considérants (ou en omettent) dans la directive modifiée qu'elles n'ont pas à faire l'objet d'une transposition en droit belge.

Ces ajouts faciliteront le travail des parlementaires ⁵.

Il sera procédé de même dans le second tableau à établir.

3. Dans le tableau transmis et dans celui encore à élaborer, il est impératif d'être le plus précis possible.

Ainsi, dans le tableau dont dispose la section de législation du Conseil d'État, l'on constate que, dans son ensemble, l'article 8, en projet de la loi du 28 avril 1999 transpose l'article 1^{er}, 10), de la directive 2009/44/CE, alors qu'en ses paragraphes 1^{er} et 4, ce même article 8 transpose respectivement également l'article 1^{er}, 4), b), et l'article 1^{er}, 5), h), de la directive 2009/44/CE. Qu'en est-il des paragraphes 2 et 3 de l'article 8 en projet ?

⁴ Voir le rapport annuel du Conseil d'État pour l'année 2005-2006, spéc. n^{os} 15 à 17 (www.raadvst-consetat.be/?page=about_annualreports&lang=fr, 21 décembre 2008); voir également *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, 2008, recommandations n^{os} 191 à 191.2 www.raadvst-consetat.be/?page=technique_legislative&lang=fr (22/12/2008).

⁵ L'examen du projet de loi nécessitera en effet de travailler avec au moins cinq documents : le projet de loi, la directive 2009/44/CE et, selon le chapitre concerné du projet, la directive 98/26/CE (version consolidée) ou la directive 2002/47/CE concernant les contrats de garantie financière, en ce qui concerne les systèmes liés et les créances privées (version consolidée) et les deux tableaux de transposition.

Il semble que l'article 8 en projet de la loi du 28 avril 1999 transpose en réalité, en ses paragraphes 1^{er} et 2, l'article 1^{er}, 10), de la directive 2009/44/CE tandis que le paragraphe 3 donne un contenu aux exigences de la législation nationale belge quant à « la détermination des droits (...) (exercés en qualité de) titulaires de la garantie relative (aux) titres » et est ainsi lié à la transposition de la directive. Ce même article 8 en projet transpose également, comme indiqué dans le tableau de correspondance, l'article 1^{er}, 5), h), de la directive 2009/44/CE mais, en revanche, la section de législation n'aperçoit pas en quoi le paragraphe 1^{er} de l'article 8 serait une transposition spécifique de l'article 1^{er}, 4), b), en ce que cette disposition a pour objectif premier d'élargir le champ d'application de la directive aux banques centrales des États membres et à la Banque centrale européenne. L'article 8, § 1^{er}, en projet ne fait que transposer incidemment la directive sur ce point et il serait préférable d'être plus explicite dans le commentaire de l'article – par ailleurs souvent insuffisant notamment pour cet article 8 en projet – plutôt que d'induire une confusion voire une erreur dans le tableau de correspondance.

5. C'est compte tenu de ces observations que les observations particulières suivantes sont formulées.

Observations particulières

Dispositif

Article 3

(article 1/1 (nouveau) de la loi du 28 avril 1999)

1. Dès lors que l'article 1/1 en projet a pour objet de donner la liste des définitions des notions utilisées pour l'application de la loi, comme le prévoit l'article 1^{er} de la directive 98/26/CE, il convient d'insérer cet article 1/1 en projet dans le chapitre I^{er}, Champ d'application de la loi du 28 avril 1999, et de compléter la phrase liminaire de l'article 3, après les mots « il est inséré » et avant les mots « un article 1/1 », par les mots « au chapitre Ier ».

2. Dans la version française, au 1^o, deuxième tiret, on écrira « choisi » (et non : « choisie »), pour se conformer à la rédaction de l'article 2, a), deuxième tiret, de la directive 98/26/CE.

3. Au 2°, premier alinéa, quatrième tiret, le projet utilise les termes « hors du territoire d'un État membre », alors que l'article 2, b), quatrième tiret, de la directive 98/26/CE utilise la formulation « hors du territoire de la Communauté ».

Il ressort de l'article 52 du traité sur l'Union européenne et de l'article 355 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne que le territoire de l'Union européenne ne peut être assimilé purement et simplement à l'ensemble des territoires des États membres. Mieux vaut dès lors s'en tenir au texte de l'article 2, b), quatrième tiret, de la directive 98/26/CE, en remplaçant « territoire de la Communauté » par « territoire de l'Union européenne ».

4. Comme en a convenu le délégué du ministre, il convient de remplacer, au 2°, premier alinéa, quatrième tiret, les mots « visés aux tirets précédents » par les mots « visés aux premier et deuxième tirets », afin de se conformer à l'article 2, b), quatrième tiret, de la directive 98/26/CE.

5. Le 2°, alinéa 2, met en œuvre la faculté offerte par l'article 2, b), dernier alinéa, de la directive 98/26/CE. Il conviendrait que l'utilisation de cette faculté apparaisse dans les tableaux de correspondance et soit explicitée dans le commentaire de l'article afin que les parlementaires soient correctement informés quant aux limites de l'exercice de leur droit d'amendement.

6. Au 6°, alinéa 2, la deuxième partie de la première phrase ⁶ ne s'harmonise pas, sur le plan grammatical, avec la première partie de cette même phrase. Il est conseillé de reproduire la formulation utilisée par la directive 2009/44/CE ⁷.

7.1. La définition du mot « titres » contenue au 8° se réfère pour partie aux « instruments visés à l'annexe I, section C, de la Directive 2004/39/CE ».

⁶ « (...) et sans pouvoir limiter la responsabilité du participant par l'intermédiaire duquel le participant indirect introduit des ordres de transfert dans le système ».

⁷ Voir l'article 1^{er}, 5), c), ii), deuxième phrase de la directive 2009/44/CE : « Lorsqu'un participant indirect est considéré comme un participant pour des raisons de risque systémique, ceci ne limite pas la responsabilité du participant par l'intermédiaire duquel le participant indirect introduit des ordres de transfert dans le système ».

Ainsi que la section de législation l'a rappelé notamment dans l'avis 38.701/1/V, donné le 26 juillet 2005 sur un projet devenu l'arrêté royal du 17 septembre 2005 modifiant l'arrêté royal du 24 octobre 1988 relatif à la composition et au fonctionnement de la Commission d'agrément des mandataires en matière de brevets d'invention et à l'inscription et la radiation du registre des mandataires agréés en matière de brevets d'invention,

« [i]l y a lieu de souligner (...) que, pour des motifs de légistique, la technique de 'réglementation par référence' à des règles énoncées dans une directive n'est pas admissible.

En effet, il découle des caractéristiques d'une directive CE qu'en principe, ce n'est pas la directive même mais les règles de droit interne transposant les dispositions de celle-ci dans l'ordre juridique national qui seront applicables dans cet ordre juridique. Dans la mesure où la directive est déjà transposée en droit interne, c'est aux dispositions de droit interne concernées qu'il faut faire référence. Si la directive devait ne pas encore être transposée, il y aurait alors lieu d'en intégrer les prescriptions visées dans le projet lui-même »⁸.

Le 8°, initio, sera adapté de manière à tenir compte de ces recommandations.

7.2. La définition de la notion de « titres » inclut « les droits de copropriété, de nature incorporelle, conférés sur l'universalité de titres de mêmes espèce ».

À la question de savoir la raison de cette précision supplémentaire apportée par l'article par rapport à la définition donnée par l'article 1^{er}, 5), e), de la directive 2009/44/CE, le délégué du ministre a répondu :

« Cette différence est voulue. Elle tient compte du régime de droit belge des titres inscrit en compte, lequel n'est pas harmonisé avec la directive et relève dès lors du droit national. Cet ajout rejoint la définition d'« instrument financier » portée à l'article 3 de la loi relative aux sûretés financières »⁹.

Cette précision mériterait de figurer dans le commentaire de l'article.

⁸ Dans le même sens, voir l'avis 45.215/2, donné le 13 octobre 2008 sur un projet devenu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 13 novembre 2008 relatif à l'obligation de notification périodique de données environnementales pour certaines installations industrielles classées, la première observation relative à l'Annexe I.

⁹ Voir également, en ce qui concerne les titres dématérialisés, l'article 468 du Code des sociétés.

8.1. Le 10° en projet transpose la notion de « procédure d'insolvabilité » définie à l'article 2, j), de la directive 98/26/CE en se référant à « la législation d'un État membre », ce qui doit correspondre dans l'avant-projet à la législation belge. Le commentaire de l'article précise :

« (...) il importe de clarifier que toute mesure de réorganisation au sens de la directive 2001/24/CE du 4 avril 2001 concernant l'assainissement et la liquidation d'établissements de crédit, en ce compris les actes de disposition pris sur la base des articles 3, 5 et 6 de la loi du 2 juin 2010 visant à compléter les mesures de redressement applicables aux entreprises relevant du secteur bancaire et financier, constitue une telle procédure d'insolvabilité et entre dans le champ d'application de la loi finalité ».

Il n'est pas admissible au regard de la sécurité juridique qu'un dispositif législatif ne se comprenne qu'à la lecture de son commentaire.

Dès lors que la directive 98/26/CE précise que la « procédure d'insolvabilité » est « toute mesure collective prévue par la législation d'un État membre », il appartient au législateur belge de circonscrire la notion en manière telle que le dispositif – et non pas seulement le commentaire de l'article – indique clairement quelles sont ces mesures collectives qui, en droit interne, entrent dans le champ d'application de la loi transposant la directive.

8.2. Dans la version française, conformément à l'article 2, j), de la directive précitée, il y a lieu d'écrire, de l'accord du délégué du ministre, « toute mesure collective » plutôt que « toute mesure de règlement collectif ».

9. Invité à expliquer pourquoi l'avant-projet utilise au 11° les termes « ouvre la procédure » alors que l'article 6, paragraphe 1, de la directive 98/26/CE mentionne « rend sa décision », le délégué du ministre a répondu :

« Les termes 'ouvre la procédure' sont équivalents à 'rend sa décision' mais nous paraissent plus en phase avec la législation relative aux procédures collectives (faillite, réorganisation judiciaire : on parle de l'ouverture d'une faillite - ou d'une déclaration en faillite -, de l'ouverture d'une procédure de réorganisation judiciaire, de l'ouverture d'une liquidation) ».

Cette explication mériterait de figurer dans le commentaire de l'article.

10.1. Comme en a convenu le délégué du ministre, il y a lieu de remplacer, au 15°, le mot « arrangement » par le mot « accord ».

10.2. La question se pose également de savoir si les mots « de plein droit » rendent le principe selon lequel un accord entre les systèmes interopérables ne constitue pas un système au sens de la directive 98/26/CE telle que modifiée par l'article 1^{er}, 5), a), ii), de la directive 2009/44/CE.

Selon le délégué du ministre,

« Il s'agit d'une question d'interprétation de l'article 1^{er}, 5), a), ii), de la directive selon lequel « Un accord conclu entre des systèmes interopérables ne constitue pas un système ». À notre sens, l'intention du législateur européen ne peut avoir été d'exclure définitivement qu'un accord conclu entre des systèmes interopérables puisse constituer un système, si toutes les conditions posées à l'article 2 de la directive sont réunies par ailleurs. Ce que le législateur européen a voulu éviter, c'est qu'un lien interopérable soit reconnu en soi comme système ».

Dès lors que cette interprétation implique un choix de la part de l'auteur, elle devrait être explicitée dans le commentaire de l'article.

10.3. La mention de l'article 1^{er}, 5), a), ii), de la directive 2009/44/CE devrait par ailleurs figurer dans le tableau de transposition au regard de l'article 1/1, 15°, de la loi du 28 avril 1999.

Article 4

(article 2 de la loi du 28 avril 1999)

À l'article 4, au 1°, dans la phrase liminaire du paragraphe 1er en projet, après les mots « défini à l'article 1/1, », il est suggéré d'insérer le mot « 1°, ».

Article 6

(Article 3 de la loi du 28 avril 1999)

1. Ainsi qu'en a convenu le délégué du ministre, l'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, en projet, doit être complété par les mots « ou de l'opérateur d'un système interopérable qui n'est pas un participant », qui figurent à l'article 1^{er}, 6), a), paragraphe 1, alinéa 1^{er}, *in fine*, de la directive 2009/44/CE.

2. À l'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, *in fine*, en projet, au lieu d'écrire « avant l'ouverture de la procédure d'insolvabilité », il convient d'écrire « avant le moment de l'ouverture de la procédure d'insolvabilité »¹⁰.

¹⁰ Voir l'article 1^{er}, 6), a), paragraphe 1, alinéa 1^{er}, de la directive 2009/44/CE.

3. À l'article 3, § 1^{er}, alinéa 2, *in fine*, en projet, au lieu d'écrire « il était dans l'ignorance légitime de l'ouverture antérieure de la procédure d'insolvabilité », mieux vaut reproduire les termes de l'article 1^{er}, 6), a), paragraphe 1, alinéa 2, *in fine*, de la directive 2009/44/CE et écrire

« il n'avait pas connaissance ni n'aurait dû avoir connaissance de l'ouverture de la procédure d'insolvabilité »¹¹.

4. Il y a lieu de faire apparaître dans le commentaire de l'article ainsi que dans le tableau de correspondance que l'article 3, § 2, en projet de la loi du 28 avril 1999 transpose l'article 3, paragraphe 2 de la directive 98/26/CE.

5. L'article 6, 4°, de l'avant-projet de loi transpose la faculté offerte aux États membres par l'article 1^{er}, 7), de la directive 2009/44/CE. Il conviendrait que l'utilisation de cette faculté apparaisse dans les tableaux de correspondance et soit explicitée dans le commentaire de l'article afin que les parlementaires soient correctement informés quant aux limites de l'exercice de leur droit d'amendement.

Article 8

(article 5 en projet de la loi du 28 avril 1999)

1. Deux des quatre modifications apportées par l'article 8, 1° de l'avant-projet (remplacement des mots « concordat judiciaire » par les mots « réorganisation judiciaire » et abrogation des mots « provisoire ou définitif ») ont déjà été opérées par l'article 26 de l'arrêté royal du 19 décembre 2010 portant exécution de l'article 84 de la loi du 31 janvier 2009 relative à la continuité des entreprises.

Comme en a convenu le délégué du ministre, ces deux modifications doivent dès lors être omises.

2. La notion de « participant indirect » est définie à l'article 1/1, 7°, et non 1/1, 6°, en projet, de la loi du 28 avril 1999. À l'article 8, 2° de l'avant-projet, au lieu d'écrire « sont remplacés par les mots 'article 1/1, 6°' », il convient donc d'écrire « sont remplacés par les mots 'article 1/1, 7°' ».

¹¹ Voir en ce sens l'avis 28.723/2 donné le 18 janvier 1999 sur le projet devenu la loi du 28 avril 1999, l'observation formulée sur l'article 3.

Article 9

(article 6 de la loi du 28 avril 1999)

De l'accord du délégué du ministre, l'article 9 de l'avant-projet sera complété par la précision que cette disposition est également applicable à un participant à un système interopérable ¹².

Article 13 nouveau (à ajouter)

Interrogé sur la question de savoir s'il ne convenait pas d'ajouter, à la fin du chapitre II du projet, un article 13 nouveau qui transposerait les dispositions transitoires figurant à l'article 10, paragraphe 2, de la directive 98/26/CE, tel que remplacé par l'article 1^{er}, 11), de la directive 2009/44/CE, le délégué du ministre a répondu ce qui suit :

« L'article 1^{er}, 11), 2. de la directive énonce en substance que 'Un système désigné avant l'entrée en vigueur des dispositions nationales mettant en œuvre la directive 2009/44/CE continue à être désigné aux fins de la présente directive'. Ceci nous semblait aller de soi et c'est pourquoi nous avons considéré, dans le tableau de concordance, que cette disposition était transposée par l'article 4 de l'avant-projet, lequel désigne précisément les systèmes auxquels la loi s'applique ».

Il est néanmoins préférable, dans un souci de sécurité juridique, de transposer expressément, dans la loi du 28 avril 1999, les dispositions transitoires figurant à l'article 10, paragraphe 2, de la directive 98/26/CE, tel que remplacé par l'article 1^{er}, 11, de la directive 2009/44/CE.

Article 13 (devenant article 14)

(article 3 de la loi du 15 décembre 2004)

Il y a lieu de compléter la phrase liminaire de l'article 13 (devenant article 14) par l'indication de la date de la loi relative aux sûretés financières.

¹² Voir l'article 1^{er}, 9), deuxième phrase *initio*, de la directive 2009/44/CE.

Article 14 (devenant article 15)
(article 4 de la loi du 15 décembre 2004)

1. La phrase liminaire de l'article 14 (devenant article 15) sera rédigée comme suit :

« Art. 15. À l'article 4, § 1^{er}, de la même loi, les modifications suivantes sont apportées : »

2. Le 2° prévoit erronément que l'article 4, § 1^{er}, de la loi du 15 décembre 2004 relative aux sûretés financières est complété par un 3°. Comme en a convenu le délégué du ministre, c'est l'article 4, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de cette loi, qu'il y a lieu de compléter par un 3°.

L'ordre des 1° et 2° sera dès lors inversé. La phrase liminaire du 2° (devenant 1°) sera rédigée comme suit :

« 1° l'alinéa 1^{er} est complété par un 3° rédigé comme suit : (la suite comme au projet) ».

3. Au 1° (devenant 2°), les mots « du § 1^{er} » seront omis.

La chambre était composée de

Messieurs	Y. KREINS,	président de chambre,
	P. VANDERNOOT,	conseillers d'État,
Mesdames	M. BAGUET,	
	B. VIGNERON,	greffier.

Le rapport a été présenté par Mme W. VOGEL, premier auditeur.

LE GREFFIER

LE PRÉSIDENT

B. VIGNERON

Y. KREINS

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 49.808/2
VAN 6 JULI 2011

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling Wetgeving, tweede kamer, op 7 juni 2011 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een voorontwerp van wet “tot omzetting van Richtlijn 2009/44/EG van het Europees Parlement en de Raad van 6 mei 2009 tot wijziging van Richtlijn 98/26/EG betreffende het definitieve karakter van de afwikkeling van betalingen en effectentransacties in betalings- en afwikkelingssystemen en Richtlijn 2002/47/EG betreffende financiëlezekerheidsovereenkomsten wat gekoppelde systemen en kredietvorderingen betreft”, heeft het volgende advies gegeven:

Rekening houdend met het tijdstip waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de Raad van State de aandacht op het feit dat, wegens het ontslag van de regering, de bevoegdheid van deze laatste beperkt is tot het afhandelen van de lopende zaken. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of dit voorontwerp in die beperkte bevoegdheid kan worden ingepast, aangezien de afdeling Wetgeving geen kennis heeft van het geheel van de feitelijke gegevens welke de regering in aanmerking kan nemen als zij te oordelen heeft of het indienen van een wetsontwerp bij het Parlement noodzakelijk is.

*
* *

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Strekking van het voorliggende voorontwerp van wet

Het voorontwerp van wet dat *ter fine* van advies voorgelegd is, strekt hoofdzakelijk tot de omzetting in Belgisch recht van richtlijn 2009/44/EG van het Europees Parlement en de Raad van 6 mei 2009 tot wijziging van richtlijn 98/26/EG betreffende het definitieve karakter van de afwikkeling van betalingen en effectentransacties in betalings- en afwikkelingssystemen (hierna richtlijn 98/26/EG genoemd) en richtlijn 2002/47/EG betreffende financiële zekerheidsovereenkomsten wat gekoppelde systemen en kredietvorderingen betreft (hierna richtlijn 2009/44/EG genoemd) ¹.

¹ Zoals blijkt uit het advies van de inspecteur van Financiën en uit het advies van de Europese Centrale Bank die bij de adviesaanvraag gevoegd zijn, bestond het voorontwerp oorspronkelijk uit drie delen:

- omzetting van richtlijn 2009/44/EG van het Europees Parlement en de Raad van 6 mei 2009 tot wijziging van richtlijn 98/26/EG betreffende het definitieve karakter van de afwikkeling van betalingen en effectentransacties in betalings- en afwikkelingssystemen en richtlijn 2002/47/EG betreffende financiële zekerheidsovereenkomsten wat gekoppelde systemen en kredietvorderingen betreft;
- wijziging van de regels inzake de realisatie van financiële zekerheden en de tegenstelbaarheid van nettingovereenkomsten ingeval een procedure van gerechtelijke reorganisatie aangevraagd of geopend is;
- wijziging van de artikelen 14 en 15 van de wet van 15 december 2004 betreffende financiële zekerheden teneinde rekening te houden met arrest nr. 167/2008 d.d. 27 november 2008 van het Grondwettelijk Hof.

De gemachtigde van de minister heeft bevestigd dat het voorontwerp dat *ter fine* van advies voorgelegd is, alleen betrekking heeft op het eerste van die drie delen.

Het voorontwerp omvat twee hoofdstukken met wijzigingsbepalingen: bij het ene worden wijzigingen aangebracht in de wet van 28 april 1999 houdende omzetting van richtlijn 98/26/EG van 19 mei 1998 betreffende het definitieve karakter van de afwikkeling van betalingen en effectentransacties in betalings- en afwikkelingssystemen (hierna de wet van 28 april 1999 genoemd), bij het andere worden wijzigingen aangebracht in de wet van 15 december 2004 betreffende financiële zekerheden (hierna de wet van 15 december 2004 genoemd).

Algemene opmerkingen

1. In de bespreking van sommige artikelen wordt aangegeven welke bepalingen van het voorontwerp van wet ertoe strekken richtlijn 2009/44/EG om te zetten en welke bepalingen van die richtlijnen door de bepalingen van het voorontwerp van wet worden omgezet.

Aan het wetsontwerp dat aan de Wetgevende Kamers zal worden voorgelegd, moeten bovendien twee omzettingstabellen worden toegevoegd:

- een eerste tabel met vermelding, wat betreft de verschillende bepalingen van de voormelde richtlijn², van:
 - 1°) de ontworpen bepalingen die zorgen voor de omzetting ervan;
 - 2°) de eventuele bepalingen van intern recht, zoals die thans gelden;
 - 3°) de bepalingen van de richtlijn die later zullen worden omgezet bij wege van een verordening krachtens een machtiging die wordt verleend bij het voorontwerp van wet³ of bij een bestaande wettelijke bepaling;
 - 4°) de facultatieve bepalingen van de richtlijn die al dan niet in het interne recht zijn omgezet;
- een tweede tabel waarin de overeenstemming wordt aangegeven tussen de bepalingen van het voorontwerp van wet en die van de richtlijn.

Dergelijke concordantietabellen zijn immers noodzakelijk opdat de Wetgevende Kamers zich met kennis van zaken zouden kunnen uitspreken over de keuze van de middelen die de regering hen voorstelt aan te wenden en om te voorkomen dat bij de uitoefening van het recht van wijziging waarin artikel 76 van de Grondwet voorziet, de

² Maar ook wat betreft de bepalingen van richtlijn 98/26/EG als de steller van het voorontwerp besluit om die bepalingen in werking te stellen: zie opmerking 5 die over artikel 3 van het voorontwerp wordt gemaakt.

³ Zie bijvoorbeeld de machtiging die aan de Nationale Bank van België wordt verleend bij het ontworpen artikel 1/1, 2°, tweede lid (artikel 3 van het voorontwerp).

grenzen worden overschreden van de beoordelingsbevoegdheid die het Europese recht aan de lidstaten toekent.

Naar aanleiding van een verzoek van de auditeur-rapporteur is aan de afdeling Wetgeving van de Raad van State alleen de eerste van die beide tabellen overgezonden, maar die tabel is nogal onnauwkeurig of zelfs onjuist op bepaalde punten.

Het ware evenwel beter geweest als de tabellen vooraf opgemaakt en aan de afdeling Wetgeving van de Raad van State toegezonden zouden zijn geweest in het dossier waarvan de brief met de adviesaanvraag vergezeld ging⁴.

2. Men zou er goed aan doen de tabel die aan de afdeling Wetgeving overgezonden is aan te vullen met een vermelding waarin aangegeven wordt waarom sommige bepalingen van richtlijn 2009/44/EG niet in intern recht zijn omgezet; zo zou de vermelding “zonder voorwerp” die voorkomt tegenover artikel 1, 1), 2) en 3), van de tabel aangevuld moeten worden met de formule “overweging ingevoegd in of weggelaten uit de gewijzigde richtlijn”. Dat bij die bepalingen van richtlijn 2009/44/EG in de gewijzigde richtlijn nieuwe overwegingen worden ingevoegd (of overwegingen worden geschrapt) is immers de reden waarom die bepalingen niet in Belgisch recht behoeven te worden omgezet.

Die toevoegingen zullen het werk van de parlementsleden vergemakkelijken⁵.

Voor de tweede tabel die moet worden opgesteld, moet op dezelfde manier te werk worden gegaan.

3. In de overgezonden tabel en in die welke nog moet worden opgesteld, is de grootst mogelijke nauwkeurigheid vereist.

Zo blijkt uit de tabel waarover de afdeling Wetgeving van de Raad van State beschikt, dat het ontworpen artikel 8 van de wet van 28 april 1999 in zijn geheel genomen artikel 1, 10), van richtlijn 2009/44/EG omzet, terwijl de paragrafen 1 en 4 van datzelfde ontworpen artikel 8 respectievelijk eveneens artikel 1, 4), b) en artikel 1, 5), h), van

⁴ Zie het jaarverslag van de Raad van State betreffende het jaar 2005-2006, inzonderheid nummers 15 tot 17 (www.raadvst-consetat.be/?page=about_annualreports&lang=nl, 21 december 2008); zie eveneens *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, 2008, aanbevelingen 191 tot 191.2 (www.raadvst-consetat.be/?page=technique_legislative&lang=nl, 22/12/2008).

⁵ Bij het onderzoek van het wetsontwerp zal immers met ten minste vijf documenten moeten worden gewerkt: het wetsontwerp, richtlijn 2009/44/EG en, naargelang van het desbetreffende hoofdstuk van het ontwerp, richtlijn 98/26/EG (geconsolideerde versie) of richtlijn 2002/47/EG betreffende financiële zekerheidsovereenkomsten wat gekoppelde systemen en kredietvorderingen betreft (geconsolideerde versie) en de beide omzettingstabellen.

richtlijn 2009/44/EG omzetten. Hoe zit dat dan met de paragrafen 2 en 3 van het ontworpen artikel 8?

Blijkbaar wordt bij de paragrafen 1 en 2 van het ontworpen artikel 8 van de wet van 28 april 1999 in feite artikel 1, 10), van richtlijn 2009/44/EG omgezet, terwijl paragraaf 3 van dat ontworpen artikel een invulling geeft van de vereisten van de Belgische nationale wetgeving inzake “het bepalen van de rechten (...) (uitoefend als) titularis van de zekerheid betreffende de effecten”, waardoor die paragraaf verband houdt met de omzetting van de richtlijn. Bij datzelfde ontworpen artikel 8 wordt eveneens, zoals in de concordantietabel aangegeven wordt, artikel 1, 5), h), van richtlijn 2009/44/EG omgezet, maar de afdeling Wetgeving ziet daarentegen niet in op welke wijze paragraaf 1 van artikel 8 specifiek voor de omzetting van artikel 1, 4), b), zou zorgen, aangezien die bepaling in de eerste plaats tot doel heeft de werkingssfeer van de richtlijn te verruimen tot de centrale banken van de lidstaten en de Europese Centrale Bank. De richtlijn wordt op dit punt slechts terloops omgezet bij het ontworpen artikel 8, § 1, en het is aan te bevelen explicieter te zijn in de artikelsgewijze bespreking – welke tekst overigens vaak ontoereikend is, inzonderheid voor dit ontworpen artikel 8 – veeleer dan verwarring te scheppen of een vergissing te maken in de concordantietabel.

5. Rekening houdend met deze opmerkingen worden de volgende bijzondere opmerkingen gemaakt.

Bijzondere opmerkingen

Dispositief

Artikel 3

(artikel 1/1 (nieuw) van de wet van 28 april 1999)

1. Doordat het ontworpen artikel 1/1 ertoe strekt de lijst te geven van de definities van de begrippen die voor de toepassing van de wet gebruikt worden, zoals bepaald wordt in artikel 1 van richtlijn 98/26/EG, dient dat ontworpen artikel 1/1 te worden ingevoegd in hoofdstuk I, Toepassingsgebied, van de wet van 28 april 1999, en moeten de woorden “, in hoofdstuk I,” ingevoegd worden tussen het woord “wordt” en de woorden “een artikel 1/1 ingevoegd” in de inleidende zin van artikel 3.

2. In de Franse tekst van onderdeel 1°, tweede streepje, schrijve men “choisi” (en niet “choisie”) met het oog op de overeenstemming met de redactie van artikel 2, a), tweede streepje, van richtlijn 98/26/EG.

3. In onderdeel 2°, eerste lid, vierde streepje, maakt het ontwerp gebruik van de termen “buiten het grondgebied van een lidstaat”, terwijl in artikel 2, b), vierde streepje, van richtlijn 98/26/EG de woorden “buiten de Gemeenschap” gebezigd worden.

Uit artikel 52 van het Verdrag betreffende de Europese Unie en uit artikel 355 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie blijkt dat het grondgebied van de Europese Unie niet zomaar gelijkgesteld mag worden met de grondgebieden van de lidstaten samen. Het is dan ook beter zich te houden aan de tekst van artikel 2, b), vierde streepje, van richtlijn 98/26/EG, mits de woorden “buiten de Gemeenschap” worden vervangen door de woorden “buiten de Europese Unie”.

4. De gemachtigde van de minister heeft beaamd dat in onderdeel 2°, eerste lid, vierde streepje, de woorden “zoals bedoeld in de vorige streepjes” vervangen moeten worden door de woorden “zoals omschreven in het eerste en tweede streepje” met het oog op de overeenstemming met artikel 2, b), vierde streepje, van richtlijn 98/26/EG.

5. In onderdeel 2°, tweede lid, wordt gebruik gemaakt van de mogelijkheid die geboden wordt door artikel 2, b), laatste alinea, van richtlijn 98/26/EG. Dat van die mogelijkheid gebruik wordt gemaakt, zou moeten blijken uit de concordantietabellen en zou aangegeven moeten worden in de bespreking van de artikelen opdat de parlementsleden op correcte wijze ingelicht worden over de grenzen waarbinnen zij hun recht van amendering kunnen uitoefenen.

6. In onderdeel 6°, tweede lid, vormt het tweede deel van de eerste zin⁶ in grammaticaal opzicht geen harmonieus geheel met het eerste deel van diezelfde zin. Aangeraden wordt gebruik te maken van de formulering die in richtlijn 2009/44/EG⁷ gebezigd wordt.

7.1. De definitie van het woord “effecten” vervat in onderdeel 8°, verwijst ten dele naar de “instrumenten bedoeld in deel C van bijlage I bij Richtlijn 2004/39/EG”.

⁶ “(...) maar dit doet niets af aan de verantwoordelijkheid van de deelnemer via welke de indirecte deelnemer boekingsopdrachten aan het systeem doorgeeft”.

⁷ Zie artikel 1, 5), c), ii), tweede zin, van richtlijn 2009/44/EG: “Wanneer een indirecte deelnemer op grond van het systeemrisico als deelnemer wordt beschouwd, doet dit niets af aan de verantwoordelijkheid van de deelnemer via welke de indirecte deelnemer overboekingsopdrachten aan het systeem doorgeeft”.

Zoals de afdeling Wetgeving gememoreerd heeft, inzonderheid in advies 38.701/1/V, gegeven op 26 juli 2005 over een ontwerp dat geleid heeft tot het koninklijk besluit van 17 september 2005 tot wijziging van het koninklijk besluit van 24 oktober 1988 betreffende de samenstelling en werking van de Commissie tot erkenning van de gemachtigden inzake uitvindingsoctrooien en de inschrijving en doorhaling in het register van de erkende gemachtigden inzake uitvindingsoctrooien,

“[...] dient [...] te worden opgemerkt dat de techniek van ‘regeling door verwijzing’ naar voorschriften van een richtlijn om wetgevingstechnische redenen ontoelaatbaar is.

Uit de kenmerken van een EG-richtlijn volgt immers dat in beginsel niet de richtlijn zelf, maar de voorschriften van intern recht die de bepalingen ervan in de nationale rechtsorde omzetten, in die rechtsorde van toepassing zullen zijn. In zoverre de richtlijn reeds in het interne recht is omgezet, dient te worden verwezen naar de betrokken internrechtelijke bepalingen. Mochten die richtlijnen nog niet zijn omgezet, dan dienen de bedoelde voorschriften ervan in het ontwerp zelf te worden overgenomen”⁸.

Het begin van de definitie vervat in onderdeel 8° behoort aldus te worden aangepast dat met die aanbevelingen rekening wordt gehouden.

7.2. De definitie van het begrip “effecten” omvat “de rechten van mede-eigendom, van onlichamelijke aard, op de universaliteit van effecten van dezelfde aard”.

Op de vraag waarom in dat artikel deze extra precisering opgenomen is ten opzichte van de definitie vervat in artikel 1, 5), e), van richtlijn 2009/44/EG, heeft de gemachtigde van de minister het volgende geantwoord:

« Cette différence est voulue. Elle tient compte du régime de droit belge des titres inscrits en compte, lequel n’est pas harmonisé avec la directive et relève dès lors du droit national. Cet ajout rejoint la définition d’ «instrument financier» portée à l’article 3 de la loi relative aux sûretés financières »⁹.

Deze precisering zou in de bespreking van de artikelen moeten voorkomen.

8.1. Het ontworpen onderdeel 10° beoogt de omzetting van het begrip “insolventieprocedure” dat gedefinieerd wordt in artikel 2, j), van richtlijn 98/26/EG en waarbij verwezen wordt naar de “wetgeving van een lidstaat”, hetgeen in het voorontwerp

⁸ Zie in dezelfde zin advies 45.215/2, gegeven op 13 oktober 2008 over een ontwerp dat geleid heeft tot het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 13 november 2008 houdende de verplichting tot periodieke kennisgeving van milieugegevens voor bepaalde ingedeelde industriële inrichtingen, de eerste opmerking over Bijlage I.

⁹ Zie eveneens, wat de gedematerialiseerde effecten betreft, artikel 468 van het Wetboek van vennootschappen.

dient overeen te stemmen met de Belgische wetgeving. In de bespreking van het artikel wordt gesteld dat :

“het van belang (is) te verduidelijken dat iedere maatregel van reorganisatie in de zin van Richtlijn 2001/24/EG van 4 april 2001 betreffende de sanering en de liquidatie van kredietinstellingen, met inbegrip van daden van beschikking genomen op basis van artikel 3, 5 en 6 van de wet van 2 juni 2010 tot uitbreiding van de herstelmaatregelen voor de ondernemingen uit de bank- en financiële sector, een dergelijke insolventieprocedure uitmaakt en binnen het toepassingsgebied van de Finaliteitswet valt”.

In het licht van de rechtszekerheid is het ontoelaatbaar dat een wettekst alleen duidelijk wordt aan de hand van de bespreking ervan.

Aangezien in richtlijn 98/26/EG het begrip “insolventieprocedure” omschreven wordt als “elke collectieve maatregel waarin de wetgeving van een lidstaat (...) voorziet”, staat het aan de Belgische wetgever om het begrip op zodanige wijze af te bakenen dat in het dispositief – en niet alleen in de artikelsgewijze bespreking – duidelijk wordt aangegeven welke die collectieve maatregelen zijn die in het interne recht binnen de werkingssfeer vallen van de wet waarbij die richtlijn wordt omgezet.

8.2. Overeenkomstig artikel 2, j), van de voornoemde richtlijn behoort in de Franse versie van het voorontwerp “toute mesure collective” geschreven te worden en niet “toute mesure de règlement collectif”. De gemachtigde van de minister is het daarmee eens.

9. Op de vraag waarom in onderdeel 11° van het voorontwerp “de procedure opent” geschreven wordt, terwijl in artikel 6, lid 1, van richtlijn 98/26/EG de woorden “haar beslissing heeft gegeven” worden gebezigd, heeft de gemachtigde van de minister het volgende geantwoord:

« Les termes ‘ouvre la procédure’ sont équivalents à ‘rend sa décision’ mais nous paraissent plus en phase avec la législation relative aux procédures collectives (faillite, réorganisation judiciaire : on parle de l’ouverture d’une faillite - ou d’une déclaration en faillite -, de l’ouverture d’une procédure de réorganisation judiciaire, de l’ouverture d’une liquidation) ».

Het verdient aanbeveling om deze uitleg op te nemen in de artikelsgewijze bespreking.

10.1. In onderdeel 15° zouden de woorden “onderlinge regeling” vervangen moeten worden door de woorden “onderling akkoord”. De gemachtigde van de minister stemt daarmee in.

10.2. De vraag rijst eveneens of met de woorden “van rechtswege” het principe weergegeven wordt volgens hetwelk een akkoord tussen interoperabele systemen geen systeem vormt in de zin van richtlijn 98/26/EG, zoals deze gewijzigd is bij artikel 1, 5), a), ii) van richtlijn 2009/44/EG.

De gemachtigde van de minister heeft in dat verband het volgende gesteld:

« Il s’agit d’une question d’interprétation de l’article 1^{er}, 5), a), ii), de la directive selon lequel « Un accord conclu entre des systèmes interoperables ne constitue pas un système ». À notre sens, l’intention du législateur européen ne peut avoir été d’exclure définitivement qu’un accord conclu entre des systèmes interoperables puisse constituer un système, si toutes les conditions posées à l’article 2 de la directive sont réunies par ailleurs. Ce que le législateur européen a voulu éviter, c’est qu’un lien interoperable soit reconnu en soi comme système ».

Daar deze interpretatie een stellingname veronderstelt van de steller van het voorontwerp, dient ze te worden toegelicht in de artikelsgewijze bespreking.

10.3. De vermelding van artikel 1, 5) a), ii), van richtlijn 2009/44/EG zou bovendien moeten opgenomen worden in de omzettingstabel met betrekking tot artikel 1/1, 15°, van de wet van 28 april 1999.

Artikel 4

(Artikel 2 van de wet van 28 april 1999)

In artikel 4, 1°, wordt voorgesteld om in de inleidende zin van de ontworpen paragraaf 1, na de woorden “gedefinieerd in artikel 1/1”, het woord “1°,” in te voegen.

Artikel 6

(Artikel 3 van de wet van 28 april 1999)

1. De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat het ontworpen artikel 3, § 1, eerste lid, moet worden aangevuld met de woorden “of tegen de systeemexploitant van een interoperabel systeem indien die geen deelnemer is”, die gebezigd worden in artikel 1, 6), a), lid 1, eerste alinea, *in fine*, van richtlijn 2009/44/EG.

2. In het ontworpen artikel 3, § 1, eerste lid, *in fine*, behoort in de plaats van “vóór het openen van de insolventieprocedure” geschreven te worden “vóór het tijdstip waarop de insolventieprocedure is geopend”¹⁰.

¹⁰ Zie artikel 1, 6), a), lid 1, eerste alinea, van richtlijn 2009/44/EG.

3. In het ontworpen artikel 3, § 1, tweede lid, *in fine*, is het beter om in de plaats van “in de gewettigde onwetendheid verkeerde van de eerdere opening van de insolventieprocedure” te schrijven, de bewoordingen over te nemen van artikel 1, 6), a), lid 1, tweede alinea, *in fine*, van richtlijn 2009/44/EG, en het volgende te schrijven:

“niet op de hoogte was noch had moeten zijn van de opening van de insolventieprocedure”¹¹.

4. In de bespreking van het artikel, alsook in de concordantietabel behoort aangegeven te worden dat het ontworpen artikel 3, § 2, van de wet van 28 april 1999 artikel 3, lid 2, van richtlijn 98/26/EG omzet.

5. Artikel 6, 4°, van het voorontwerp van wet zet de mogelijkheid om die door artikel 1, 7), van richtlijn 2009/44/EG aan de lidstaten wordt geboden. Dat van die mogelijkheid gebruik wordt gemaakt, zou moeten blijken uit de concordantietabellen en zou aangegeven moeten worden in de bespreking van de artikelen opdat de parlementsleden op correcte wijze ingelicht worden over de grenzen waarbinnen zij hun recht van amendering kunnen uitoefenen.

Artikel 8

(ontworpen artikel 5 van de wet van 28 april 1999)

1. Twee van de vier wijzigingen die door artikel 8, 1°, van het voorontwerp worden aangebracht (vervanging van de woorden “gerechtelijk akkoord” door de woorden “gerechtelijke reorganisatie” en schrapping van de woorden “tijdelijke of definitieve”) zijn reeds doorgevoerd door artikel 26 van het koninklijk besluit van 19 december 2010 tot uitvoering van artikel 84 van de wet van 31 januari 2009 betreffende de continuïteit van de ondernemingen.

Degemachtigde van de minister heeft ermee ingestemd om die twee wijzigingen dan ook te schrappen.

2. Het begrip “indirecte deelnemer” wordt gedefinieerd in het ontworpen artikel 1/1, 7°, en niet 1/1, 6°, van de wet van 28 april 1999. In plaats van in artikel 8, 2°, van het voorontwerp “vervangen door de woorden ‘artikel 1/1, 6°’” te schrijven, schrijf men dan ook beter “vervangen door de woorden ‘artikel 1/1, 7°’”.

¹¹ Zie in die zin advies 28.723/2 gegeven op 18 januari 1999 over het ontwerp dat aanleiding gegeven heeft tot de wet van 28 april 1999, meer bepaald de opmerking die gemaakt is met betrekking tot artikel 3.

Artikel 9

(artikel 6 van de wet van 28 april 1999)

De gemachtigde van de minister stemt ermee in om artikel 9 van het voorontwerp aan te vullen met de precisering dat deze bepaling eveneens van toepassing is op een deelnemer in een interoperabel systeem¹².

Artikel 13 nieuw (nog in te voegen)

Op de vraag of het niet aangewezen is om aan het eind van hoofdstuk II van het ontwerp, een nieuw artikel 13 in te voegen dat voorziet in de omzetting van de overgangsmaatregelen bepaald in artikel 10, lid 2, van richtlijn 98/26/EG, zoals vervangen is bij artikel 1, 11), van richtlijn 2009/44/EG, heeft de gemachtigde van de minister het volgende geantwoord:

« L'article 1^{er}, 11), 2. de la directive énonce en substance que 'Un système désigné avant l'entrée en vigueur des dispositions nationales mettant en œuvre la directive 2009/44/CE continue à être désigné aux fins de la présente directive'. Ceci nous semblait aller de soi et c'est pourquoi nous avons considéré, dans le tableau de concordance, que cette disposition était transposée par l'article 4 de l'avant-projet, lequel désigne précisément les systèmes auxquels la loi s'applique ».

Het is evenwel verkieslijk, gelet op de rechtszekerheid, om de overgangsbepalingen die voorkomen in artikel 10, lid 2, van richtlijn 98/26/EG, zoals vervangen bij artikel 1, 11, van richtlijn 2009/44/EG, uitdrukkelijk om te zetten in de wet van 28 april 1999.

Artikel 13 (dat artikel 14 wordt)

(artikel 3 van de wet van 15 december 2004)

De inleidende zin van artikel 13 (dat artikel 14 wordt) zou moeten worden aangevuld met de vermelding van de datum van de wet betreffende financiële zekerheden.

¹² Zie artikel 1, 9), tweede zin *initio*, van richtlijn 2009/44/EG.

Artikel 14 (dat artikel 15 wordt)
(artikel 4 van de wet van 15 december 2004)

1. De inleidende zin van artikel 14 (dat artikel 15 wordt) moet worden gesteld als volgt:

“Art. 15. In artikel 4, § 1, van dezelfde wet, worden de volgende wijzigingen aangebracht:”

2. In onderdeel 2° wordt verkeerdelijk bepaald dat artikel 4, § 1, van de wet van 15 december 2004 betreffende financiële zekerheden wordt aangevuld met een punt 3°. De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat artikel 4, § 1, eerste lid, van die wet aangevuld dient te worden met een punt 3°.

De volgorde van de punten 1° en 2° dient dan ook te worden omgekeerd. De inleidende zin van punt 2° (dat punt 1° wordt) moet gesteld worden als volgt:

“1° het eerste lid wordt aangevuld met een punt 3°, luidende: (voorts zoals in het ontwerp)”.

3. In punt 1° (dat punt 2° wordt) vervallen de woorden “van § 1”.

De kamer was samengesteld uit

de Heren Y. KREINS,

P. VANDERNOOT,
de Dames M. BAGUET,

B. VIGNERON,

kamervoorzitter,

staatsraden,

griffier.

Het verslag werd uitgebracht door Mevr. W. VOGEL, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van Mevr. M. BAGUET.

DE GRIFFIER

DE VOORZITTER

B. VIGNERON

Y. KREINS